

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

27 septembre 2019

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 7 décembre 1998
organisant un service de police
intégr, structuré à deux niveaux,
visant à la création d'une cellule de
lutte contre le trafic illicite de biens
culturels au sein de la police judiciaire**

(déposée par
M. Georges Dallemagne et consorts)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

BUITENGEWONE ZITTING 2019

27 september 2019

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 7 december 1998
tot organisatie van een geïntegreerde
politiedienst, gestructureerd op twee niveaus,
teneinde bij de gerechtelijke politie een
cel ter bestrijding van de zwarte handel
in culturele goederen op te richten**

(ingediend door
de heer Georges Dallemagne c.s.)

RÉSUMÉ

La Belgique doit satisfaire à ses engagements internationaux en matière de lutte contre le financement du terrorisme. En ancrant dans la loi l'existence d'une cellule de lutte contre le trafic illicite de biens culturels au sein de la police judiciaire, on garantit que la Belgique se donne les moyens nécessaires pour tarir cette source de financement du terrorisme et ainsi mieux protéger les citoyens belges.

SAMENVATTING

België moet zijn internationale verbintenissen in verband met de strijd tegen de financiering van terrorisme nakomen. Dit wetsvoorstel strekt tot oprichting, bij de gerechtelijke politie, van een cel belast met de bestrijding van de zwarte handel in culturele goederen. Aldus zal België beschikken over de nodige instrumenten om die bron van terrorismefinanciering droog te leggen en om de Belgische burgers beter te beschermen.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 1876/001.

Le 22 mars 2016, la Belgique était meurtrie en son cœur par des attentats odieux. Parmi les nombreuses questions que posent ces attentats, il y en a une qui interpelle particulièrement: comment les auteurs de ces abominations ont-ils pu se procurer armes et munitions? Qui a financé la logistique de ces assassinats?

Après les attentats de Paris du 13 novembre 2015, le Président de la République française, François Hollande, a annoncé 4 jours après seulement, dans son discours lors de la 38^e session de la Conférence générale de l'UNESCO que "La première de ces [trois] priorités, c'est la lutte contre les trafics des biens culturels. Il faut savoir qu'en ce moment même, l'organisation terroriste Daech délivre des permis de fouilles, prélève des taxes sur des œuvres qui vont ensuite alimenter le marché noir mondial, transitant par des ports francs qui sont des havres pour le recel et le blanchiment, y compris en Europe.". D'après les estimations du ministre américain des affaires étrangères, l'État Islamique aurait généré 1 milliard de dollars de revenus en 2015. Cependant, de nombreux experts estiment que l'on sous-estime sérieusement ce chiffre.

La France peut ainsi compter sur une équipe spécialisée de 25 personnes. Dans les autres pays, la tendance est d'ailleurs au renforcement des organes chargés de la lutte contre le trafic illicite de biens culturels: c'est le cas des Pays-Bas, du Royaume Uni, de l'Espagne (24 personnes contre 8 auparavant) ou encore des États-Unis (16 personnes contre 6 auparavant).

À l'inverse, en Belgique, la lutte contre ce trafic, source de financement du terrorisme, est jugée "non prioritaire". Dans la foulée, la cellule centrale Art et Antiquité de la police judiciaire fédérale, dite cellule ART, a été supprimée dans le cadre du processus d'optimisation de la police fédérale, au grand désarroi des experts et acteurs des mondes muséal et culturel.

Il est pourtant illusoire de penser que cette suppression va améliorer ou conserver le même niveau d'engagement et surtout de résultat en matière de lutte contre ce trafic: croire que la police locale, sans formation adaptée et

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 1876/001.

Op 22 maart 2016 werd België in zijn diepste wezen getroffen door afgrijselijke aanslagen. Die aanslagen roepen veel vragen op, maar twee daarvan zijn toch heel prangend: hoe zijn de daders van die afschuwelijke feiten aan wapens en munitie geraakt, en wie heeft de logistieke voorbereiding van die moorden gefinancierd?

Na de aanslagen in Parijs op 13 november 2015 heeft Frans president François Hollande, nauwelijks vier dagen na de feiten, in zijn redevoering op de 38^e bijeenkomst van de Algemene Conferentie van de UNESCO dit aangegeven: "*La première de ces [trois] priorités, c'est la lutte contre les trafics des biens culturels. Il faut savoir qu'en ce moment même, l'organisation terroriste Daech délivre des permis de fouilles, prélève des taxes sur des œuvres qui vont ensuite alimenter le marché noir mondial, transitant par des ports francs qui sont des havres pour le recel et le blanchiment, y compris en Europe.*". Volgens ramingen van John Kerry, de Amerikaanse minister van Buitenlandse Zaken, zou Islamitische Staat in 2015 ongeveer 1 miljard dollar aan inkomsten hebben vergaard. Veel deskundigen denken echter dat het échte bedrag heel wat hoger ligt.

Frankrijk kan voor de bestrijding van de zwarte handel in culturele goederen een beroep doen op een gespecialiseerd team van 25 personen. In andere landen tekent zich trouwens een tendens af om de instanties die belast zijn met de bestrijding van die zwarte handel, uit te bouwen; dat is met name het geval in Nederland, het Verenigd Koninkrijk, Spanje (vroeger 8 medewerkers, nu 24) en de Verenigde Staten (vroeger 6 medewerkers, nu 16).

In België daarentegen wordt de bestrijding van die zwarte handel, waarmee ook terrorisme wordt gefinancierd, als "niet-prioritair" beschouwd. In die context werd de centrale cel "Kunst en Antiek" van de federale gerechtelijke politie (de zogenaamde "ART-cel"), opgedoekt als onderdeel van het optimaliseringsproces van de federale politie, tot grote ontsteltenis van de experts en van de actoren uit de museale en de culturele sector.

Men mag er zeker niet van uitgaan dat de inzet en vooral de resultaten inzake de bestrijding van die handel groter zullen zijn of gelijk zullen blijven door die cel op te doeken; het klopt gewoon niet dat de lokale politie,

moyens additionnels, va pouvoir agir de manière aussi efficace qu'une cellule centrale spécialisée est un leurre.

Cela ne cadre d'ailleurs pas avec l'organisation du parquet. En effet, les luttes contre le terrorisme et son financement ont été suffisamment importantes et spécifiques que pour être confiées au Parquet fédéral, avec donc compétence sur l'ensemble du Royaume.

La suppression de la cellule ART crée donc un paradoxe: la lutte contre le trafic illicite de biens culturels est une source de financement du terrorisme, matière qui semble suffisamment prioritaire pour être centralisée au niveau du Parquet fédéral, mais plus au niveau de la police fédérale, malgré les dangers auxquels doivent faire face notre pays.

La résolution 2199 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, adoptée en 2015, a notamment pour objet d'empêcher le commerce de biens culturels, artistiques et religieux par l'État Islamique, Al-Qaïda et Jabhat al-Nosra. Dans ce cadre les États membres se sont engagés à collaborer avec Interpol et l'Unesco et à mettre en œuvre tous les moyens juridiques et policiers.

Parmi les recommandations de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) du Conseil de sécurité concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaïda, les Talibans et les personnes et entités qui leur sont associées, présentées en application du paragraphe 95 de la résolution 2253 (2015) du Conseil de sécurité, en mars 2016, l'on relève celle-ci: "Compte tenu du risque croissant que le terrorisme soit financé par le trafic de biens culturels, l'Équipe de surveillance recommande au Comité d'écrire aux États membres et de les encourager à mettre à jour systématiquement dans la base de données d'INTERPOL sur les œuvres d'art volées des informations détaillées sur les objets volés ou saisis provenant d'Iraq, de République arabe syrienne et de Libye.". Or, depuis la suppression de la cellule ART, il n'y a plus personne pour mettre à jour cette base de données pour la Belgique. Pourtant, cette dernière joue un rôle crucial, également pour les biens culturels volés en Belgique.

Par ailleurs, la perception de l'action de notre pays au niveau international contre ce trafic illicite n'est déjà pas brillante: lors d'un récent colloque à Paris (22 avril 2015), la Belgique a été clairement identifiée comme une plaque tournante du trafic illicite d'œuvres d'art. Avec la suppression de la cellule ART, on ne peut espérer améliorer cette image. Différents médias étrangers, tant audiovisuels que papier, n'ont d'ailleurs pas manqué

zonder aangepaste opleiding en extra middelen, even efficiënt zal kunnen optreden als een gespecialiseerde centrale cel.

Een en ander spoort trouwens niet met de organisatie van het parket. Bestrijding van terrorisme en van financiering van terrorisme zijn belangrijk en specifiek genoeg om alleen het – voor het hele Belgische grondgebied bevoegde – federaal parket ermee te belasten.

De afschaffing van de ART-cel creëert dus een paradox: de zwarte handel in culturele goederen is een financieringsbron van terrorisme, en de bestrijding van die handel is een aangelegenheid die voldoende prioritair lijkt om weliswaar op het niveau van het federaal parket te zijn gecentraliseerd, maar dat gebeurt niet langer door de federale politie, ondanks de gevaren waaraan ons land het hoofd moet bieden.

Resolutie 2199 van de VN-Veiligheidsraad, aangenomen in 2015, gaat onder andere over het verhinderen van de handel in culturele, artistieke en religieuze goederen door Islamitische Staat, Al Qaeda en het Jabhat al-Nusra Front. In dat verband hebben de lidstaten zich ertoe verbonden met Interpol en de Unesco samen te werken en alle juridische en politiemiddelen in te zetten.

Onder de aanbevelingen van het *"Analytical Support and Sanctions Monitoring Team pursuant to Security Council resolutions 1526 (2004) and 2253 (2015) concerning Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL) (Da'esh), Al-Qaida and the Taliban and associated individuals and entities, submitted pursuant to paragraph 95 of Security Council resolution 2253 (2015)"*, voorgesteld in maart 2016, kan men in aanbeveling 5 lezen: *"Given the growing risk of terrorism financing through the illicit trade of cultural property, the Monitoring Team recommends that the Committee write to Member States and encourage them to systematically update the INTERPOL database on stolen works of art with detailed information on objects stolen and seized from Iraq, the Syrian Arab Republic and Libya"*. Sinds de afschaffing van de ART-cel is er in België echter niemand meer om die databank bij te werken. Die databank speelt nochtans een cruciale rol, ook voor de in België gestolen culturele goederen.

Bovendien wordt het optreden van ons land om die zwarte handel tegen te gaan, internationaal al als pover gepercipieerd; tijdens een recent colloquium in Parijs (22 april 2015) werd België duidelijk aangemerkt als een draaischijf voor de zwarte handel in kunstwerken. Met de afschaffing van de cel "Kunst en Antiek" valt geenszins te verwachten dat dit imago zal verbeteren. Verschillende buitenlandse audiovisuele en printmedia

d'épingler notre pays suite à l'annonce de la suppression de la cellule ART.

Lors des auditions devant la commission temporaire "lutte contre le terrorisme", les personnes auditionnées ont toutes regretté le démantèlement de cette cellule, en insistant sur la place importante qu'occupe la vente d'œuvres d'art dans le financement du terrorisme.

C'est pourquoi, cette proposition de loi a pour objectif de doter la Belgique d'une cellule centralisée et spécialisée en matière de lutte contre le trafic illicite de biens culturels, point focal non seulement pour INTERPOL et les cellules étrangères équivalentes mais également pour le police locales.

Georges DALLEMAGNE (cdH)
Vanessa MATZ (cdH)
Catherine FONCK (cdH)

hebben overigens niet nagelaten ons land met de vinger te wijzen na de aankondiging dat de cel "Kunst en Antiek" zou worden afgeschaft.

Tijdens de hoorzittingen voor de tijdelijke commissie "Terrorismebestrijding" betreurden alle gehoorde personen de ontmanteling van die cel, en beklemtoonden zij dat de verkoop van culturele goederen een belangrijke financieringsbron van terrorisme is.

Daarom beoogt dit wetsvoorstel België toe te rusten met een gecentraliseerde en gespecialiseerde cel ter bestrijding van de zwarte handel in culturele goederen, die zou dienen als aanspreekpunt voor Interpol en voor de soortgelijke buitenlandse diensten, maar ook voor de lokale politie.

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

À l'article 102 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, remplacé par la loi du 26 mars 2014, à l'alinéa 2, le 6° est complété par les mots suivants:

“, dont une cellule centralisée de lutte contre le trafic illicite de biens culturels, dont le nombre d'enquêteurs spécialisés est d'au moins deux personnes équivalent temps plein et dont le nombre de collaborateurs administratifs est d'au moins un équivalent temps plein”.

3 juillet 2019

Georges DALLEMAGNE (cdH)
Vanessa MATZ (cdH)
Catherine FONCK (cdH)

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 102, tweede lid, 6°, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, vervangen bij de wet van 26 maart 2014, wordt aangevuld met de volgende woorden:

“, waaronder een gecentraliseerde cel ter bestrijding van de zwarte handel in culturele goederen, met ten minste twee voltijdse equivalenten aan gespecialiseerde speurders, alsook ten minste één voltijds equivalent aan administratieve medewerkers”.

3 juli 2019